

The logo for COvea, featuring the letters 'CO' in a dark blue font above the letters 'vea' in a gold font. The 'O' in 'CO' has a gold diagonal slash through it.

CO  
vea

PROTECTION  
JURIDIQUE

A photograph of a business meeting. In the foreground, a man with a beard and short hair, wearing a black and white striped t-shirt, is pointing with a blue pen at a whiteboard. The whiteboard is covered with several yellow and orange sticky notes. In the background, another man is visible, looking towards the whiteboard. The setting appears to be a modern office or meeting room.

# Environnement juridique

# Risques juridiques des agents commerciaux



# Exemples de litiges

## Contestation du taux de commission

Notre assuré travaille pour un réseau immobilier depuis 9 ans. Son **taux de commission**, initialement de 15%, n'a cessé d'être **revu à la baisse** au prétexte de « *préserver la marge de l'entreprise* ». Il nous sollicite pour contester cette diminution.

Un négociateur immobilier envoie une lettre recommandée à son entreprise pour se plaindre de **recevoir le paiement de ses commissions plus de 6 mois après les ventes effectuées**. Celle-ci ne répond pas, et notre assuré nous contacte pour l'accompagner dans son litige.

## Paiement tardif des commissions

## Pratiques abusives du mandant

Après avoir réalisé une prospection dans sa zone géographique, notre assuré est **contraint** par son mandant de **changer de secteur** et de **donner ses projets à un salarié** de l'entreprise. De plus, ses frais de prospections n'ont pas été remboursés. Notre client nous sollicite pour intervenir dans son litige.

Notre client est mis en cause pour le **non-respect d'une clause de non-concurrence** prévue dans le contrat avec un agent immobilier. Il lui est reproché d'avoir **exploité de façon abusive la clientèle qu'il a développée** pendant la durée du mandat, et ce moins d'un an après la fin de celui-ci. Notre assuré réfute cette allégation et sollicite notre aide pour se défendre.

## Clause de non concurrence

# Exemples de litiges

## Résiliation du contrat pour faute grave

Notre assuré est accusé de **démarchage de clients pour son compte personnel**. Le réseau qui l'employait décide de résilier son contrat pour **faute grave**. Notre client souhaite contester cette rupture unilatérale et nous contacte pour l'accompagner.

Suite à une **cessation inopinée de sa relation avec le mandant**, un agent commercial réclame une indemnité compensatrice. Les deux parties se mettent d'accord sur un montant fixé à deux années de commissionnement. Notre assuré **revendique en plus de cette indemnité des dommages et intérêts pour les conditions vexatoires de la rupture**. Son mandant refuse, et l'agent commercial sollicite notre aide pour obtenir réparation.

## Indemnité compensatrice & dommages et intérêts

## Frais de stage

Un agent commercial **perd 2 points sur son permis de conduire** pour un excès de vitesse de 25 km/h. Suite à ce retrait, il ne lui reste que 5 points. Nous intervenons pour rembourser à notre assuré les **frais du stage** effectué à son initiative auprès d'un centre de formation agréé, dans la limite de 150€.

Notre assuré est en déplacement pour réaliser des visites de terrain afin d'estimer la valeur de plusieurs biens immobilier. Entre deux rendez-vous, il est **victime d'une agression au volant** suite à un accident de la route. Notre client sollicite notre aide pour trouver un avocat.

## Agression au volant

# Exemples de litiges

## Protection des données

Il est reproché à notre assuré d'avoir **démarché téléphoniquement des étudiants** d'une grande école de commerce. Il aurait utilisé sans autorisation l'annuaire des anciens étudiants, et sans consulter préalablement le registre d'opposition au démarchage téléphonique, dans le but de proposer ses services. Notre assuré conteste cette mise en cause et nous contacte pour prendre en charge les honoraires de son avocat.

Notre assuré est **mandaté pour la vente d'un terrain de camping et le fonds de commerce**. Suite à un quiproquo avec les acquéreurs, la vente ne se réalise pas. **Notre client n'est donc pas rémunéré**. Il engage des poursuites judiciaires contre les acquéreurs, qui échouent. Notre assuré **met en cause son avocat**, qu'il estime responsable de ces décisions défavorables. Il nous sollicite pour prendre en charge les honoraires de son nouvel avocat.

## Avocat

## Administration fiscale

Notre assuré reçoit un **courrier des services fiscaux** l'informant qu'il est **rétroactivement assujéti au régime de la TVA**; il doit ainsi collecter et reverser la TVA sur les deux dernières ventes qu'il a réalisé. Notre client **adresse une lettre recommandée au directeur de son réseau** afin qu'ils puissent se mettre en conformité avec la réglementation fiscale. Ce dernier refuse, se basant sur une ancienne jurisprudence de 1979. Souhaitant régler ce problème rapidement, notre assuré nous contacte afin d'obtenir notre aide.

The logo for COvea, featuring the letters 'CO' in a dark blue font above 'vea' in a gold font. The 'O' in 'CO' has a gold diagonal slash through it.

CO  
vea

PROTECTION  
JURIDIQUE

A photograph of a business meeting. In the foreground, a man with a beard and short hair, wearing a striped shirt, is pointing with a pen at a whiteboard. The whiteboard is covered with various colored sticky notes (yellow, orange, green, blue) and some faint handwriting. Other people are visible in the background, also looking towards the whiteboard.

# La Protection Juridique des Agents Commerciaux en Immobilier



# Les avantages du contrat

1

Constitue un **complément indispensable à la RC**

2

**Contrat sur-mesure**

Les seuils d'interventions, les couts d'expertises et les garanties sont adaptés à vos besoins

3

**3 domaines garantis :**

L'activité professionnelle

La défense pénale et disciplinaire

La garantie d'aide aux victimes

4

Possibilité de **faire appel à un juriste pour toute question de droit français**, du lundi au samedi (8h-20h)

# Les Garanties du contrat CNACIM (1)

---

## 1. L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

- **Les relations contractuelles** : avec les fournisseurs, les clients, les prestataires de service, les sous-traitants, les assureurs, les banquiers et autres intervenants extérieurs à son activité professionnelle, avec les clients, mandants ou prospects et relatifs aux commissions
- **Les rapports avec ses salariés et ses apprentis** : contenu et interprétation du contrat de travail (ou d'apprentissage), des conventions collectives et plus généralement du droit du travail,
- **L'environnement économique** : concurrence, publicité, entente et abus de position dominante,
- **Les relations avec les administrations** : les organismes sociaux (URSSAF – Pôle Emploi, Inspection du travail...), les services publics et les collectivités territoriales,
- **Les infractions au Code de la route ou accidents de la circulation au volant d'un véhicule professionnel**: poursuite devant les tribunaux répressifs,
- **Les agressions dont est victime l'assuré au volant d'un véhicule professionnel.**



# Les Garanties du contrat CNACIM (2)

---

## **2. LA DÉFENSE PÉNALE ET DISCIPLINAIRE DE L'ASSURÉ**

L'assureur assure la défense de l'assuré lorsqu'il est mis en cause personnellement devant une juridiction pénale ou ordinaire, ou devant une juridiction disciplinaire pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions au bénéfice de l'activité professionnelle déclarée en qualité d'auteur, de coauteur, de complice d'une contravention, d'un délit non-intentionnel.

## **3. LA GARANTIE D'AIDE AUX VICTIMES**

L'assureur prend en charge le recours de l'assuré, lorsqu'il est victime dans le cadre de son activité professionnelle d'une infraction pénale (contravention ou délit).



Garantie Frais de stage de reconstitution des points

## Suivez Covéa PJ !

**in** [www.linkedin.com/showcase/coveaprotectionjuridique](https://www.linkedin.com/showcase/coveaprotectionjuridique)

**@** [www.covea-pj.fr](http://www.covea-pj.fr)

**CO  
vea**

PROTECTION  
JURIDIQUE